

La Nation

Journal vaudois

JAA. CH-1000 Lausanne 1 Poste CH SA

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Retour à Rome

Au sortir de l'adolescence, vous avez tiré de vos six ans de latin une vision large et structurée du monde romain. Mais la littérature romaine vous semble devoir attendre Cicéron, ce Victor Hugo du latin, pour prendre sa vitesse de croisière. Elle continue dans les fastes d'Auguste, puis s'enlise sous les Sévères au début du III^e. Vous traduisez tout de même Plaute, premier dramaturge du monde latin, puis affrontez des auteurs paléochrétiens dont vous avez honteusement oublié les noms.

Du point de vue historique, la perspective est plus large. Vous savez que la République a duré de 509 à 27 ou 31 av. J.-C. Qu'une alternative soit possible dans le choix de cette date si importante vous fait encore sourire aujourd'hui. On vous a narré les faits d'armes des héros historiques: Horatius Coclès franchissant le Tibre à la nage, Mucius Scaevola jetant sa main au feu, Cincinnatus, «dictateur par devoir» comme titrait le manuel, retournant à ses champs une fois accomplie sa charge.

Hors des périodes de guerres ou de désordres sociaux, vous entrapercevez une société stable, aussi conservatrice que hiérarchisée, d'une religiosité confinant à la sorcellerie. Les magistratures et carrières personnelles s'enchaînent immuablement, de la questure au consulat, selon le *cursus honorum*. S'envolant du Quirinal, les nuées de pigeons permettent de prédire l'avenir, tandis que les oies du Capitole sauvent la ville

des Gaulois. Caton s'obstine à vouloir détruire Carthage et les Tribuns de la plèbe vous semblent être de dérangeants populistes.

Vous devrez attendre la lecture de Theodor Mommsen, bien après avoir quitté les bancs du collège, pour vous plonger dans les subtilités de cette période. Vous réalisez tout ce que vos maîtres surent taire pour synthétiser les constances de la République. Les pouvoirs des magistrats de province, les règles de vote des assemblées populaires ou le régime de propriété des tombeaux sont autant d'univers que vous découvrez depuis un bureau de la Faculté de droit.

Le voyage d'étude à Rome, à l'âge de 15 ans, a fonctionné pour des générations de Vaudois comme un rite de sortie de l'enfance. On vous a montré ce qu'il fallait: Colisée, Panthéon, Forum, Port d'Ostie. La Basilique Saint-Pierre impressionne, les Gardes suisses fascinent, mais la portée civilisationnelle du lieu vous échappe encore un peu. Le réformé que vous êtes ne confirmera que quelques mois plus tard, dans un frais dimanche de printemps de la campagne vaudoise. Les élèves les plus zélés cherchent à faire des liens avec ce qu'ils savent déjà, entre l'achat d'une glace dégoulinante ou d'un maillot de football contrefait. Mais des notions s'incarnent par la pierre de ces édifices millénaires. La classe du collège d'Orbe se drape de pourpre et de marbre.

Et voici que, vingt ans plus tard, un voyage de deux semaines vous emmène entre Naples, Salerne et Rome. A Pompéi, vous retrouvez un camarade de gymnase, de passage chez sa belle-famille italienne. Un vertigineux hasard vous fait suivre la visite guidée d'un professeur d'archéologie de l'Université de Lausanne. Vous en ressortez éblouis.

«cette route de la corniche géante». Vous y retrouvez, à Ravello, les promontoires où les patriciens romains installaient leurs *villae*. Déjà pénible à bicyclette, la montée depuis la côte devait être insupportable à leurs porteurs. Pendus à de terrifiants gouffres, des pins parasols encadrent les jardins d'un palace. Il occupe les murs de l'antique villa romaine. Ils furent aussi château, puis, au XIX^e, maison de vacances d'un Lord anglais. Les innombrables touristes américains se croient dans un film de Woody Allen.

Un passage à Paestum vous dévoile les splendeurs de la Grande Grèce. Vous connaissiez, bien sûr, l'épisode de la prise de Syracuse et la géniale invention d'Archimède. Mais devant ces trois temples d'Héra et d'Athéna, à la structure demeurée presque intacte, vous comprenez concrètement le legs de la Grèce à Rome. Alors que les Romains s'embourbaient dans les conflits

territoriaux du latium – «trois huttes et deux feux, voilà ce qu'a longtemps été Rome» vous disait votre maître de grec au collège – les Grecs érigeaient à Paestum, *Poseidonia*, une cité complète, avec place publique, temples et théâtre.

L'urbanisme romain est évidemment moins pur que ce champ de ruines magnifiques. Mais on sera toujours surpris de la nonchalance avec laquelle les étudiants du lycée voisin prennent leur repas autour de la colonne Trajane. Athènes et Rome sont nos mères. Mais on ne saurait oublier Jérusalem. A l'Eglise San Pietro in Vincoli, Saint-Pierre-aux-Liens, les chaînes de Pierre emprisonné par Hérode sont exposées à l'adoration des fidèles. Le mausolée de Jules II par Michel-Ange, bien qu'inachevé, vous y offre son Moïse. La médicine qui vous accompagne relève la parfaite reproduction des veines sur les bras du Prophète. Sous les reflets du marbre, il paraît respirer.

Jules II fut le «Pape de fer», fondateur de la Garde suisse pontificale. A 32 ans, son fraîchement nommé vice-commandant en est le plus jeune de l'histoire. Devant la Porte Sainte-Anne, un hallebardier vous souhaite avec l'accent vaudois un bon retour à Lausanne. Vous avez le cœur serré de réaliser combien, longtemps après votre premier «rosa, rosa, rosam...», les choses ont pris de l'épaisseur. Votre voyage n'a pas été qu'à travers l'espace et le temps. Il a aussi abordé des rivages intérieurs où résonnait le ressac des siècles.

Félicien Monnier

Que reste-t-il de Charles Clément ?

Une carrière artistique, c'est un arc, une hyperbole, cela produit des grandes choses et cela retombe, généralement avec la mort; s'ensuit l'oubli, dont l'artiste peut être tiré, ou pas. Certains de nos importants artistes vaudois du XX^e siècle ont bien vécu de leur peinture, ils ont connu la reconnaissance de leur vivant. Et s'ils ne vendaient pas forcément leur peinture comme des petits pains, au moins des grandes et régulières commandes publiques leur permettaient de vivre décemment de leur art.

C'est le cas de Charles Clément (1889-1972), de Rolle, qui a laissé d'importantes traces dans l'espace public notamment sous la forme de vitraux à la cathédrale de Lausanne (mais aussi à Arnex, Coppet, Vallorbe, Ballaigues, Moudon, etc.) et de deux fresques à l'Hôtel de Ville de Lausanne. C'est justement ce dernier lieu qui accueille, dès le 4 mai et pour seulement trois semaines, une exposition-hommage dédiée à l'artiste afin de commémorer les 50 ans de sa disparition.

Clément a cette particularité d'avoir été formé d'abord en Allemagne, à Düsseldorf, avant de faire un passage obligé par Paris autour de 1911, ensuite de quoi il revient en Suisse. Il a eu une passion pour Marseille qu'il a beaucoup peinte. Il s'est illustré aussi par le livre avec de nombreux ouvrages pour bibliophiles qui comportent ses illustrations, et des textes d'auteurs aussi prestigieux que Paul Budry, Blaise Cendrars ou André Malraux. Lui-même a écrit plusieurs livres de souvenirs. Il est aussi patriarche d'une dynastie d'artistes de valeur à travers sa fille Marie-Hélène Fehr-Clément (1918-2012) et son petit-fils Marc-Antoine Fehr (né en 1953).

Lorsqu'il meurt en 1972, c'est au Musée cantonal des Beaux-Arts l'année suivante que se déroule sa rétrospective. Cela montre bien l'envergure de cette carrière, ce qui le met sur un même plan que Bosshard son contemporain, qui avait eu cet honneur à son décès également, dix ans auparavant (à propos de ce dernier, nous parlerons bientôt de l'exposition que lui consacre actuellement

l'Atelier De Grandi à Corsier-sur-Vevey, elle court jusqu'en octobre).

Depuis lors pour Clément? Presque rien. Deux importantes publications, certes, en 1989 et 1990 qui permettent de faire le tour de l'artiste – c'est déjà considérable – et un site internet.

Juste avant la pandémie, une plaque commémorative a été posée à Lausanne, rue Cité-Derrière 12, derrière

la cathédrale, proche du Lapin-Vert. Est-ce le début d'une réhabilitation en bonne et due forme? C'est en tout cas un début de quelque chose à encourager et cela passe par une visite de l'exposition au forum de l'Hôtel de Ville.

Yves Guignard

Charles Clément, «Entre ville et campagne»; du lundi au samedi, de 11h à 19h, jusqu'au 21 mai. Entrée libre.

Programme des Entretiens du mercredi

Le programme des Entretiens du mercredi continue.
Nous nous réjouissons de vous y retrouver.

Prochains rendez-vous:

- 11 mai :** Présentation du nouveau journal romand: «Le Peuple»
Avec M. Raphaël Pomey
- 18 mai :** Séance interne
- 25 mai :** Présentation d'un journal: le «Nebelspalter»
Avec M. Dominik Feusi

Place du Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne, à 20h.
www.ligue-vaudoise.ch/mercredis

Restaurer le politique

Comment restaurer la dignité du politique à l'époque du populisme, de la mondialisation économique et du désintérêt des masses? C'est la question qu'a voulu aborder le IX^e colloque de l'Institut Iliade, qui s'est déroulé le 22 avril dernier à Paris¹. Centrée autour des notions d'identité, de souveraineté et de sacré, la journée a réuni plus d'une vingtaine d'intervenants issus des milieux conservateurs et de la Nouvelle droite. L'Institut Iliade pour la longue mémoire européenne se propose en effet chaque année de faire dialoguer des personnalités médiatiques et politiques, principalement françaises, mais également belges ou allemandes, autour d'une vision identitaire, plus culturelle qu'institutionnelle, en tout cas non-bruxelloise, de l'Europe.

Fidèle à ses racines néo-droitières, l'Institut se tient à l'écart des petits jeux de la politique politicienne pour mener des activités éditoriales et médiatiques, aux côtés d'institutions telles que la revue *Éléments*, la chaîne de réinformation TVLibertés ou la maison d'édition de la Nouvelle Librairie. Il offre également des cycles de formation.

Le colloque annuel de l'Institut est l'occasion de rassembler les proches de ces groupements ainsi que les simples intéressés, mais également le prétexte pour retravailler sous un nouvel angle – l'importance des frontières en 2019, l'écologie en 2020, l'économie en 2021, etc. – les thématiques chères à la Nouvelle droite, sans que celles-ci ne reflètent nécessairement une vision commune à chacun des conférenciers.

Le phénomène du sacré a notamment été abordé dans une optique néo-païenne inspirée de la pensée de Martin Heidegger, optique fortement liée à une méfiance à l'égard du christianisme ou de certains de ses aspects vus comme matrices de la modernité et de l'idéologie égalitariste et libérale. Dans le prolongement de ces considérations, la signification politique de la civilisation européenne – spécialement de ses origines indo-européennes – a également été discutée, d'une part dans le cadre de ses liens avec l'idée institutionnelle de l'empire, d'autre part dans son opposition intellectuelle au concept d'Occident tout comme dans son opposition géopolitique avec l'Amérique.

Nous avons trouvé le ton général du colloque plus sombre qu'avant la pandémie. Les opinions pessimistes sur le déclin politique de la France et de l'Europe, liées entre autres à la guerre en Ukraine et surtout au besoin d'un redressement démographique du continent, étaient sans cesse répétées, témoignant d'un sentiment confus et répandu d'urgence. Le problème de l'immigration de masse, dans le cadre de la fin du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, était bien présent en toile de fond.

Malgré les similarités que nous partageons avec les milieux non-alignés qui n'acceptent pas tout de go les présupposés du libéralisme et du socialisme, la Ligue vaudoise, comme l'Action française, reste avant tout un mouvement national et d'inspiration chrétienne. Dans cette perspective, l'approche européenne et civilisationnelle – abstraite, voire désincarnée

– portée par l'Institut Iliade nous laisse sceptique, car elle se traduit du point de vue institutionnel par un recours au principe de subsidiarité. Il y a certes là matière à réflexion, notamment sur la question des liens entre notre fédéralisme et ledit principe de subsidiarité, comme nous dialoguons à l'époque avec le régionalisme personnaliste d'un Denis de Rougemont.

Reste que le subsidiarisme européen, trop idéaliste, n'est pas le fédéralisme vaudois, car il est prompt à déboucher sur la dispersion du pouvoir politique. Pour le dire autrement, notre point d'attache est la réalité communautaire et institutionnelle du Pays de Vaud, là où le principe de subsidiarité, lorsqu'on l'applique à l'espace flou qu'est l'Europe – impériale ou fédérale – ne connaît pas de véritable point fixe, et peut ainsi même conduire au mondialisme. Nous disons ceci sans nier que le Pays de Vaud soit pleinement une expression particulière de la civilisation européenne, d'origine helléno-chrétienne, donc porteuse d'une indéniable universalité.

Cette réserve de principe étant faite, il faut souligner l'intérêt de la plupart des contributions du colloque, notamment l'intervention du professeur David Engels concernant les possibilités d'une réforme conservatrice et chrétienne des institutions de l'Union européenne, sous l'impulsion de la Pologne et de la Hongrie, ou encore celle du vidéaste Ego Non², sur la définition du politique selon Carl Schmitt et Julien Freund, soit la distinction entre ami et ennemi délimitant un champ distinct de la morale (critères du bien et du mal) et du droit (critères du juste et de

l'injuste). Signalons encore la conférence conclusive intitulée «Qu'est-ce qu'un chef?» de Lionel Rondouin, qui a insisté sur l'union nécessaire, dans la personnalité d'un chef, du pouvoir légal et matériel et de l'autorité morale et intellectuelle, ainsi que l'analyse par Frédéric Rouvillois, professeur de droit constitutionnel français, des moyens juridiques concrets dont disposerait un futur président pour se défaire du «gouvernement des juges» que nos voisins craignent tant.

L'intégralité des contributions du colloque peut être consultée sur le site internet de l'Institut Iliade³. Malgré nos désaccords de fond, nous continuerons de suivre son activité avec intérêt.

Lionel Hort

¹ Tout comme son édition de 2019, à laquelle le soussigné et une petite délégation vaudoise avaient pu assister (cf. *La Nation* n° 2121 du 26 avril 2019), le colloque parisien a réuni environ mille personnes dans le cadre agréable de la Maison de la Chimie, située à deux pas de l'Assemblée nationale. Outre la grande salle de conférences, décorée de bandes et de fresques, on y trouvait des stands de ventes de livres, d'objets d'art ou d'artisanat. Une pièce de théâtre – adaptation d'*Antigone* de Jean Anouilh – a également entrecoupé la journée de conférences.

² Cf. Celui-ci produit sur la plateforme YouTube d'excellentes introductions à la philosophie politique, principalement contre-révolutionnaire et conservatrice:

<https://www.youtube.com/channel/UC5fzl79Ep4fWSmQnDUI468w/videos>

³ Cf. la page: <https://institut-iliade.com/iliade/colloque-iliade-2022/>

Les risques ordinaires de la vie

Le prix du litre d'essence a dépassé 2 francs; celui du gaz va probablement augmenter fortement; l'électricité pourrait suivre modérément. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, en charge de l'Energie, a donc confié à un journal du dimanche qu'elle faisait préparer un plan d'aide aux ménages touchés par ces renchérissements. On ne reprochera pas à la ministre de prévoir la pire, d'autant moins qu'on ignore la teneur du dispositif; on regrettera toutefois qu'elle en ait fait mention publique, car cela conforte l'idée, répandue dans l'opinion, que l'Etat volera au secours des victimes de la hausse des prix.

La pratique est courante en France, où le pouvoir multiplie les «boucliers» protecteurs de ses administrés-électeurs. Pour la première fois de ma vie, l'autre jour en Bourgogne, j'ai fait le plein d'essence meilleur marché qu'en Suisse grâce à un cadeau macronien de 18 centimes par litre. Heureux touriste... Pour les gens du cru, ce n'est toutefois pas un

petit avantage qu'on saisit au passage, mais un soulagement très bienvenu pour ne pas dire nécessaire, comme on a pu déjà l'observer à l'époque des Gilets jaunes. Lorsque beaucoup de salaires se limitent au SMIC de 1645,58 euros bruts par mois (1302,64 euros nets), montant adapté au 1er mai 2022, ou restent dans une zone de rémunération inférieure à 2000 euros, on ne peut pas faire le malin sur les dépenses de base, dans un pays où l'automobile est indispensable à la majorité de la population.

Mais en Suisse? Les étatistes, affirmés ou camouflés, ne manquent pas de souligner à quel point on fut heureux, lorsque la crise coronavirale battait son plein, que la main publique soutienne les entreprises touchées et élargisse le droit aux allocations de chômage; vous voyez bien, disent-ils avec une certaine satisfaction de pouvoir tirer parti d'un malheur, que le libéralisme est fait pour le beau temps et qu'on ne peut pas se passer de la collectivité lorsque le ciel se gâte. Mais c'était une situation exceptionnelle, dont notre journal a saisi l'importance et l'anormalité en proposant, dès début mars 2020 (alors que les pouvoirs publics rechignaient encore à s'engager), une aide aux entreprises touchées; il y avait à cela de bonnes raisons: une crise grave et inédite, l'immobilisation de ces établissements par décret officiel ou par absence d'une clientèle obligatoirement confinée; et nous y mettons une condition impérative: que

les pertes dépassent un certain seuil, car l'exploitant doit pouvoir assumer les risques normaux d'une fluctuation des affaires.

On ne peut hélas pas exclure que cette aide indispensable ait alimenté le réflexe d'un recours à l'Etat en des circonstances moins pénibles. A propos du projet fédéral, M. Fabian Muhieddine, rédacteur en chef adjoint à Tamedia, titre son éditorial du 21 avril: *Des aides publiques sont nécessaires*. Il soutient que la pandémie a fait évoluer les mentalités, qu'elle a ancré à nouveau l'Etat providence dans notre subconscient, que la guerre en Ukraine provoque une nouvelle crise, qu'une hausse des salaires – demandée par l'Union syndicale suisse – ferait porter à l'économie seule tout le fardeau de cette crise; et il se prononce en faveur d'une aide publique ciblée en faveur des personnes les plus vulnérables et des entreprises fragilisées.

Pas si vite! On ne peut certes pas exclure un drame, et des difficultés énormes pour quelques familles ou des exploitations très dépendantes de leur approvisionnement en énergie. Mais pour ce qu'on voit aujourd'hui, il faut relativiser fortement le danger. D'abord, pour le Suisse moyen qui gagne au moins 5000 francs par mois, la hausse du prix de l'essence (de 40 à 50 francs par mois si elle est de 30 centimes par litre et que l'intéressé roule 2000 kilomètres) représente à peine 1% de son budget; et celle du prix du gaz qui chauffe sa maison, si

elle est de 50%, augmente sa facture de quelque 100 francs mensuels, soit 2% de son budget. Ensuite, notre économie se porte étonnamment bien, la pénurie de personnel est prononcée dans plusieurs secteurs, le chômage est au plus bas; les salaires vont donc augmenter, par l'effet du marché et non pour alléger le fardeau des ménages – mais ce sera quand même le résultat connexe!

Il faut refuser de considérer l'Etat comme une assurance-tous-risques. Son soutien dans des situations de tempête ne justifie aucunement son intervention lorsque souffle un vent contraire de force moyenne. Les ménages en situation normale, même modeste, doivent et peuvent épargner en vue des coups durs que la vie leur réserve. Les entreprises aussi. Et puisse Mme Sommaruga, si elle s'appuie sur un bouclier à l'image de Dame Helvetia, le laisser à ses pieds et ne jamais s'en servir.

Jean-François Cavin

Carnet rose

La rédaction a le plaisir d'annoncer la naissance, le 28 avril 2022, de Mé-gane Marie, fille de nos amis Noémie et Romain Delacrétaz. Nous adressons nos félicitations aux heureux parents et nos vœux de bonheur et de santé à la demoiselle.

Réd.

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

L'ordre international, la guerre, la neutralité

L'ordre international, c'est principalement la stabilisation des rapports de force entre les puissants. C'est une paix par absence de conflit, c'est-à-dire la forme de paix la plus rudimentaire qui soit. Cet ordre est partiel, et non dépourvu de cynisme, puisque les peuples qui étaient asservis au moment de la stabilisation sont condamnés à le rester. Leur esclavage est le prix de la paix. Ce fut le sort des Etats satellites de l'URSS durant plus de quarante années. L'«équilibre de la terreur» qui en résulte retint les Soviétiques et le «monde libre» de s'affronter dans une guerre dévastatrice.

La vie trouve toujours un chemin. Si cette paix relative dure, on voit réapparaître des relations diplomatiques, des accords et des traités, lesquels engendrent un début de droit international. Ce droit est des plus utiles, mais toujours brinquebalant, n'étant pas garanti par une autorité supérieure qui disposerait des moyens de le faire respecter. Dès lors, il suffit qu'un des puissants le bafoue, notamment en violant la souveraineté d'un autre Etat, pour que, de proche en proche, le déséquilibre s'étende à tous les Etats. C'est ce que nous vivons depuis un peu plus de deux mois.

La Suisse a réprouvé officiellement l'invasion de l'Ukraine par la Russie. On peut soutenir que condamner, au nom du droit international, l'agression contre un Etat souverain est compatible avec notre neutralité. Devions-nous aller plus loin?

La position du Conseil fédéral n'était pas facile. La neutralité politique n'est jamais très bien vue des Etats en guerre, qui n'y voient qu'égoïsme et pleurerie. Elle l'est encore moins de nos jours, où une communication moralisante omniprésente remplace la réflexion politique. Or, plus on moralise une guerre, moins la neutralité paraît concevable. En d'autres termes, si la Suisse avait poursuivi sans broncher son petit bonhomme de chemin, se contentant de proclamer abstraitement sa neutralité, elle aurait été *de facto* rangée du côté des Russes, accusée de contribuer à leur effort de guerre, et traitée comme telle par les Etats occidentaux.

D'énormes pressions morales et politiques ont été exercées sur le Conseil fédéral, par l'Ukraine, par l'Union européenne, par la presse internationale, par des parlementaires de tous bords. Il a fini par céder et reprendre explicitement les sanctions de l'Union européenne.

Les juristes fédéraux s'efforcent de «prouver» que nous sommes encore neutres. Vains efforts: la neutralité n'a de sens que si les autres gouvernements y croient. Les Russes et les Biélorusses n'y croient plus, qui le déplorent, M. Biden, qui s'en félicite, pas davantage.

Les sanctions européennes sont conduites dans la perspective d'un blocus qui se durcit constamment, à l'image de la rhétorique des protagonistes – évocation

du nucléaire du côté russe, dénonciation d'un génocide du côté américain. Cette escalade belliqueuse annonce une guerre sans fin qu'on conduira à coups de milliards jusqu'à la reddition inconditionnelle de la Russie, ce qui n'est pas pour demain. Il est difficile de se prétendre neutre tout en y contribuant.

Les Suisses ne sont pas habitués à ne pas être neutres. Portés par l'enthousiasme des néo-convertis, nos conseillers fédéraux en ont un peu trop fait. Ils se sont vantés publiquement d'avoir exécuté les sanctions mieux que tous les autres, ils ont même, par Mme Amherd, suggéré des évictions supplémentaires de Russes ou de Biélorusses des organismes internationaux. Un vrai concours de fayotage!

Le Conseil fédéral sait pourtant qu'être neutre, ce n'est pas simplement éviter de prendre parti. La neutralité est une politique complexe, conduite au jour le jour et bien souvent au toucher. Car il faut veiller à ce qu'aucune des parties ne profite de quelque manière que ce soit de notre retenue pour contourner les mesures prises par l'autre. Il faut aussi faire en sorte que les entreprises suisses n'abusent pas de la situation pour livrer une concurrence déloyale aux entreprises des pays en guerre: c'est la pratique du «courant normal», selon laquelle le flux des échanges commerciaux doit rester comparable à ce qu'il était avant les hostilités. A partir de là, et en parfaite

cohérence avec sa neutralité, le gouvernement fédéral a tout loisir d'interdire certaines importations ou exportations, de geler certains comptes et de mettre en cause certaines relations politiques.

Le Conseil fédéral se trouvait face à l'alternative suivante: soit agir souverainement en prenant des mesures autonomes dans le sens éprouvé de la neutralité et du courant normal, soit se laisser entraîner dans la course aux sanctions de l'Union européenne. Il a d'abord opté pour le premier terme, puis il a flanché.

Toutefois, dire que la Confédération a perdu sa neutralité d'une façon générale et définitive serait, pour l'heure, excessif, grâce à la force d'inertie de cette réputation séculaire. La Suisse peut encore reprendre l'initiative d'une politique de neutralité complète et convaincante, accompagnée d'un accueil généreux des réfugiés et d'une aide médicale et alimentaire à ceux qui restent. Elle a commencé à reprendre le contrôle en appliquant strictement nos règles sur l'exportation de matériel de guerre, notamment en interdisant à l'Allemagne de livrer de la munition suisse à l'Ukraine. Dans un autre ordre d'idée, la neutralité exige aussi que nous protégeons les Russes résidant en Suisse contre les effets collatéraux, financiers, professionnels, touristiques, d'une poutinophobie extensive.

Pour les bons offices, en revanche, il lui faudra attendre d'avoir convaincu les belligérants de son retour à la neutralité pour les proposer.

Olivier Delacrétaz

Approvisionnement alimentaire: un équilibre à conserver

Le taux d'auto-provisionnement est un élément revenant régulièrement sur la table des discussions en lien avec la politique agricole. Le fait de conserver un ratio supérieur à 50% a notamment été un élément central en faveur de l'inscription de la sécurité alimentaire dans la Constitution fédérale en 2017. Il a également été un argument fort en faveur de la suspension du traitement parlementaire de la nouvelle politique agricole, la PA22+, en mars 2021. Et il va sans dire que le tragique contexte actuel renforce la nécessité de maintenir une certaine autosuffisance alimentaire, et ce même si la Suisse n'a évidemment jamais vécu en autarcie.

Avant toute chose, il vaut la peine de définir ce qui se cache derrière la notion de taux d'auto-provisionnement et surtout comment il est calculé. Le rapport agricole de l'Office fédéral de l'agriculture le définit comme la part de la production nationale dans la consommation totale de denrées alimentaires. Cette dernière se compose de l'addition de la production indigène et des importations, soustraction faite des exportations et des variations de stock. Enfin, une différence est faite entre le taux brut et le taux net, celui-ci prenant en compte les importations de fourrages.

Depuis plusieurs années, l'auto-suffisance alimentaire diminue régulièrement et le taux d'auto-provisionnement net flirte dangereusement avec la barre des 50%. Il est même passé en-dessous pour la première fois en 2016 avec un taux de 48%. En allant dans le détail, on peut constater une part indigène d'environ 40% en

production végétale et une autosuffisance alimentaire supérieure à la demande uniquement pour les produits laitiers. On peut ici relever le cas du beurre passé en quelques années du surplus à l'insuffisance pour différentes raisons dont le fait qu'il peut être paradoxalement plus intéressant de produire certains fromages, y compris ceux à faible valeur ajoutée. Enfin, le secteur de la volaille, tant pour la viande que pour les œufs, connaît une évolution positive avec dorénavant une part prépondérante de production indigène.

Si, comme déjà dit, il est illusoire et non nécessaire de viser l'autonomie absolue, la répétition des crises de ces dernières années a montré l'importance de garantir une base de production locale. Ainsi, il faut par exemple se souvenir du blocage provisoire par nos pays voisins de masques pourtant commandés selon des relations contractuelles claires au début de la pandémie de Covid. Il n'y a aucune raison de penser qu'il se passerait autre chose, bien au contraire, si la situation devait devenir réellement tendue sur les marchés des denrées alimentaires. Or, la météo compliquée de l'année 2021 ainsi que la guerre en Ukraine montrent bien que cette hypothèse ne doit pas être écartée d'un revers de main.

Dans cette situation, il est essentiel d'avoir une politique agricole cohérente et d'éviter de prendre certaines décisions affaiblissant la production indigène. La décision du Conseil fédéral, le 13 avril dernier, d'obliger dès 2024 un minimum de 3,5% de surfaces

de promotion de la biodiversité sur nos terres les plus productives est incompréhensible; ceci alors que l'Union européenne autorise la mise en culture de certaines surfaces écologiques pour compenser les conséquences négatives des combats actuellement dans le grenier à blé du continent, et que l'agriculture suisse consacre déjà près d'un cinquième de la surface agricole utile aux mesures spécifiquement liées à la biodiversité. Il en va de même de la fixation d'un objectif de réduction de 20% des pertes en azote et en phosphore, alors que le message au Parlement sur la PA22+ lui-même montrait que cet objectif est peu réaliste.

A moyen terme, d'autres éléments politiques pourraient également peser sur la production agricole indigène. Ainsi, un train de mesures concernant la protection des eaux et introduisant des restrictions supplémentaires en termes de protection des cultures est en préparation. Par ailleurs, plusieurs initiatives populaires sont en cours de traitement au Parlement ou en attente de passer en votation, à commencer

par une initiative sur l'élevage. Celle-ci, qui pourrait être présentée au souverain en septembre déjà, veut imposer au minimum les normes 2018 de Bio Suisse en ce qui concerne la détention des animaux. Or la volaille serait, avec les porcs, la production la plus touchée, alors que la demande des consommateurs est là et surtout que l'agriculture suisse y répond, comme le montre l'évolution du taux d'auto-provisionnement. Ces différents exemples ont ou auraient pour conséquences de diminuer la production agricole indigène et d'augmenter encore notre dépendance aux importations, alors que nous mangeons déjà environ un jour sur deux des aliments étrangers.

Le développement durable est essentiel, et il doit justement être durable et donc tenir compte non seulement des aspects écologiques mais également économiques et sociaux. Il en va de notre sécurité de l'approvisionnement et donc de notre sécurité à long terme.

Loïc Bardet

Votations fédérales du 15 mai 2022

- **Modification de la loi sur le cinéma** (voir l'éditorial de *Féliçien Monnier* dans le numéro 2196 du 11 mars) **NON**
- **Modification de la loi sur la transplantation d'organes** (voir l'article d'*Olivier Delacrétaz*, dans le numéro 2198 du 8 avril) **NON**
- **Corps européen de garde-frontières (FRONTEX)** (voir l'éditorial de *Féliçien Monnier* dans le numéro 2198 du 8 avril) **NON**

Guerre en Ukraine: qu'est-ce que la victoire ?

Combien de temps cette guerre que l'on pensait terminée en trois jours durera-t-elle? Les négociations ne sont plus à l'ordre du jour, les gains territoriaux ne sont pas encore à la hauteur des attentes de Vladimir Poutine. Il est maintenant clair que le conflit ne se règlera pas rapidement. Mais qui le gagnera?

Les guerres contre le terrorisme nous ont mené à croire qu'elles sont ingagnables puisqu'elles ne peuvent que maintenir la menace sous un certain seuil d'acceptabilité, à défaut de l'éliminer. De plus, l'hybridation des conflits tend à prolonger les hostilités conventionnelles par une petite guerre qui empêche de désigner un vainqueur. Le problème avec la victoire est qu'on l'espère décisive et incontestable – un drapeau remplacé sur le donjon ennemi –, alors qu'elle peut être graduelle, évasive, ou ruineuse. Cela ne veut pourtant pas dire que la victoire a disparu: la guerre du Haut-Karabagh s'est soldée par un succès indiscutable de l'Azerbaïdjan en 2020.

Déclarer sa victoire nécessite de définir des buts atteignables, mesurables, et acceptables par son armée et sa population. Le stratège Carl von Clausewitz nous invite à différencier le *Ziel*, qui est l'objectif militaire, et le *Zweck*, qui est l'état final politique recherché. Le premier permet d'atteindre le second, en contraignant l'adversaire à se plier à notre volonté. Il s'agit en somme de dissocier la fin stratégique des moyens permettant d'y parvenir. Ajoutons que le *Ziel* n'est pas forcément l'anéantissement de l'armée adverse, mais la défaite de sa volonté de se battre, objectif pouvant être atteint par des moyens non militaires. Une approche indirecte peut mener à la victoire, par ruse ou par surprise avec un ratio coût-bénéfice très favorable. C'est l'opposé de la guerre d'usure. L'arme nucléaire dite stratégique y ajoute une autre dimension. Gagner, c'est réussir à contraindre l'autre par la seule force de la dissuasion puisque l'emploi de cette arme sous-entend la destruction mutuelle assurée, donc la défaite de tous.

La définition des *Zweck* et *Ziel* dépend de la nature de la guerre et des acteurs politiques et militaires. Dans le cas de la guerre en Ukraine, ces buts ne sont pas clairs et très changeants en fonction des succès ou revers militaires et politiques. Sans préjuger de l'évolution de cette guerre, quelques pistes de réflexion peuvent néanmoins nous éclairer.

La guerre des mots

Vladimir Poutine ne veut pas qu'on qualifie de «guerre» l'assaut de l'armée russe en Ukraine. Selon lui, il s'agit d'une «opération militaire spéciale». Dans le camp occidental, cette coquetterie de langage peu convaincante constitue un sujet d'indignation ou de moquerie.

On devrait pourtant se souvenir que, lorsque le gouvernement de Kiev a lancé son artillerie contre les populations récalcitrantes du Donbass en 2014, il n'était pas non plus question de «guerre», mais seulement d'une «opération antiterroriste». Ce refus d'employer un mot gênant a été une cause indirecte de la destruction d'un avion de ligne malaysien, l'aviation civile n'ayant alors pas jugé utile d'interdire le survol de la zone des combats.

Il y a deux mois, l'hypothèse d'une victoire ukrainienne n'était envisagée par personne, mais les carences de l'armée russe et la solide résistance de Kiev ont mis à mal la puissance militaire de Vladimir Poutine. Pour une victoire militaire ukrainienne, il faudrait tout d'abord empêcher l'encerclement de l'armée dans le Donbass et user l'armée russe à un point qui ne lui permette plus d'envisager la poursuite d'opérations d'envergure, et ainsi renverser définitivement le rapport de force.

Une contre-offensive pourrait ensuite déloger les Russes de certains terrains clés comme Kherson, tête de pont sur le Dniepr, ou la côte de la Mer d'Azov. La victoire ne se joue pas que dans les forces morales. Pour atteindre ses objectifs, l'Ukraine devra dans tous les cas disposer du matériel de guerre qui lui fait pour l'instant défaut. Pour l'obtenir, elle doit définir des *Ziel* et un *Zweck* acceptables non pas seulement par sa population mais surtout par ses partenaires occidentaux. Jusqu'où se battre? Faut-il seulement contenir l'offensive russe et espérer un changement de régime à Moscou? Repousser les Russes jusqu'aux lignes du 24 février? Reprendre la Crimée et le Donbass?

Récupérer les territoires séparatistes, russophiles, ferait basculer l'Ukraine dans un autre type de conflit où ses partenaires occidentaux auront des réticences à s'aventurer. Tous n'ont pas la même définition de la victoire: les économies de l'UE sont les victimes collatérales des sanctions, et une partie des opinions publiques est sensible aux positions de Moscou. Côté américain, les Etats-Unis cherchent à infliger une défaite par procuration à Vladimir Poutine. Leur secrétaire d'Etat à la défense annonçait vouloir affaiblir la Russie à un point où elle ne puisse plus menacer un autre pays. Une telle annonce ferme la porte à une négociation sous condition ou à un règlement diplomatique du conflit. Acculé dans une impasse militaire, Vladimir Poutine pourrait-il tenter l'escalade ou la régionalisation du conflit? Pour espérer une victoire en Ukraine, les Occidentaux devront rechercher autre chose que l'humiliation de Vladimir Poutine et Kiev devra adapter ses objectifs en conséquence.

Côté russe, les *Ziel* et *Zweck* annoncés, soit la démilitarisation, la dénazification de l'Ukraine et la mise en place d'un régime fantoche, étaient inatteignables dès

le début de l'offensive car basés sur de fausses assumptions sur l'état politique et militaire du pays. L'échec de l'attaque de Kiev a nécessité une revue à la baisse des buts de guerre et un changement des objectifs politiques. Après deux mois de guerre, personne ne sait vraiment ce que veut Poutine. Néanmoins, ne pas définir des *Ziel* et des *Zweck* précis permet de pouvoir les adapter en fonction des résultats sur le terrain, et revendiquer une victoire à son opinion publique malgré une

Il est possible que le conflit se stabilise autour d'une ligne de front plus ou moins statique.

réduction drastique des attentes. La victoire n'est pas un fait mais une perception

qui peut être manipulée dans une réalité alternative.

Rien ne filtre sur l'état de l'armée ukrainienne alors que les forces russes, même défaillantes, s'appuient sur des réserves humaines et matérielles substantielles. Elles peuvent donc encore remporter des succès importants. La victoire peut néanmoins être relative et elle dépend aussi du coût auquel les *Ziel* ont été atteints. Si les Russes anéantissent l'armée ukrainienne dans le Donbass, prennent Kharkiv ou Odessa, quel sera l'état d'attrition de leur armée à l'issue du conflit? Auront-ils les moyens d'occuper le pays durablement avec une armée réduite à sa portion congrue? Le complexe militaro-industriel russe sous sanction pourra-t-il régénérer le matériel détruit? Comment l'opinion publique russe acceptera-t-elle les pertes massives? La

victoire sous-entend la reconnaissance de la défaite, ce qui ne figure pas dans le champ des possibles à Kiev pour le moment. La résistance et la guérilla ukrainienne pourraient-elles donc relativiser la portée des succès russes dans la guerre de haute intensité?

Ainsi, atteindre son *Ziel* grâce à un succès tactique peut déboucher sur une défaite stratégique si le coût politique pour atteindre le *Zweck* est trop élevé. C'est ce que l'histoire appelle une victoire à la Pyrrhus. Quelle que soit l'issue militaire du conflit ukrainien, les pertes économiques, réputationnelles, matérielles et humaines de Moscou ne seront pas compensées par un hypothétique gain territorial. L'adhésion probable de la Suède et de la Finlande à l'OTAN montre déjà que l'invasion de l'Ukraine est une défaite stratégique.

Enfin, certains conflits se gèlent plus qu'ils ne se règlent. Les accords de Minsk signés en 2015 pour organiser le cessez-le-feu dans le Donbass n'ont d'ailleurs jamais permis de résoudre le différend parce que chaque belligérant espérait pouvoir reprendre les hostilités plus tard à son avantage. Si ni la Russie, ni l'Ukraine ne parviennent à effectuer une percée significative en 2022, il est possible que le conflit se stabilise autour d'une ligne de front plus ou moins statique. Pour dégeler le conflit après une longue pause, il sera nécessaire d'augmenter considérablement le prix pour atteindre un nouveau *Ziel*, afin de modifier la donne tactique. Moscou pourrait par exemple décréter une mobilisation générale afin de drastiquement changer le rapport de force sur le terrain.

Edouard Hediger



Les voyages sèment la zizanie

Avec l'arrivée des beaux jours, on recommence à penser aux voyages.

Cette année, la tendance n'est pas aux plages paradisiaques, ni aux alpages verdoyants, ni à l'exotisme de la brousse ou de la jungle, ni même aux lointaines étendues arctiques ou antarctiques. Non, cette année, la destination à la mode est l'Ukraine.

LE COIN DU RONCHON

Outre des soldats, des mercenaires et des espions d'un peu partout, qui tous y revendiquent crânement leur présence sur les réseaux sociaux et dans la presse, ce sont désormais les *stars* de la *jet set* politique qui s'y pressent et qui, surtout, tiennent à faire savoir qu'ils y sont allés en bravant tous les dangers. Le pauvre président Zelensky ne sait plus où donner de la tête, tant affluent les demandes d'entrevues: après les hauts fonctionnaires des Etats-Unis et des organisations internationales, on voit aujourd'hui défiler à Kiev les délégations parlementaires d'à peu près tous les Etats alignés sur la politique américaine.

Cela explique que plusieurs représentants du Parlement helvétique s'y sont aussi rendus, dont la présidente du Conseil national, Mme Irène Kälin,

écologiste argovienne. Celle-ci a toutefois dû essuyer une légère contrariété: elle aurait souhaité compléter son escorte journalistique personnelle par une escorte policière officielle, mais on la lui a refusée car les fonctionnaires de la police fédérale n'éprouvaient, eux, aucun empressement à aller s'afficher au milieu d'une zone de guerre.

Mme Kälin a heureusement pu médiatiser sa déception, tout en insistant sur les motivations désintéressées de son voyage: «Afficher ma solidarité et mon humanisme sur place, c'est le minimum que je puisse faire.» (Il est à craindre que ce soit aussi le maximum.) Pour ce qui est d'afficher son humanisme, l'exercice est réussi puisque «le *Blick* a réalisé une couverture pléthorique des moindres faits et gestes de l'Argovienne, de sa montée d'avion à son retour en Suisse». C'est en ces termes pleins d'empathie que le quotidien *Le Temps* relate le travail de ses chers confrères alémaniques, tandis qu'une autre partie de la presse d'outre-Sarine juge sévèrement le «pathos» qui imprègne le récit de Mme Kälin – un agacement d'ailleurs partagé par certains collègues de cette dernière au Parlement.

Nous voyons ainsi comment, au sein de la politique et de la presse helvétiques, les voyages (avec un «V») sèment la zizanie (avec un «Z»): V et Z, les deux lettres maudites des blindés du maître du Kremlin. Le coupable, c'est lui.

P.-G. B.